



2010

ASSEMBLÉES ANNUELLES  
Fonds monétaire international  
Groupe de la Banque mondiale  
Washington, D.C.

Communiqué de presse n° 1(F)

8 octobre 2010

Discours d'ouverture de M. **OLUSEGUN O. AGANGA**,  
Président des Conseils des gouverneurs  
et Gouverneur du FMI et de la Banque mondiale pour le **NIGÉRIA**,  
en séance plénière



**Discours d'ouverture de M. Olusegun O. Aganga,  
Président des Conseils des gouverneurs  
et Gouverneur du FMI et de la Banque mondiale pour le Nigéria,  
en séance plénière**

Je vous souhaite la bienvenue à la soixante-quatrième séance plénière des Conseils des gouverneurs du Fonds monétaire international et du Groupe de la Banque mondiale.

Au début de l'été, j'ai examiné des idées de réforme de grande envergure avec le FMI, qui est responsable au premier chef de la préparation des réunions cette année, et avec la Banque mondiale en ce qui concerne la modernisation des Assemblées annuelles. En quelques mois à peine, les Assemblées annuelles ont été totalement transformées, alors qu'elles n'avaient pas changé de format depuis plus de cinquante ans. Notre séance plénière est plus ciblée et plus efficiente, le format de présentation des discours des gouverneurs est plus attrayant, et notre logo est impressionnant. J'espère qu'à l'avenir nous pourrons mettre à profit ces innovations ambitieuses et continuer d'aller de l'avant.

La crise économique mondiale a eu des retombées majeures dans le monde entier : elle a aggravé les problèmes existants et en a créé de nouveaux. La communauté internationale doit maintenant mettre en place une nouvelle architecture mondiale qui réduira le risque de crise, qui s'attaquera plus efficacement aux effets de contagion, qui protégera les plus vulnérables et qui établira les fondements d'une croissance vigoureuse, durable, créatrice d'emplois et généralisée.

Lorsque les pays membres des institutions de Bretton Woods se sont réunis pour la première fois en 1946, l'économie mondiale était bien différente. Les problèmes auxquels le monde était confronté à l'époque étaient plus redoutables qu'aujourd'hui. Et la capacité d'action des pays membres était plus limitée. Néanmoins, nous avons relevé le défi à l'époque, et ensemble nous pouvons aussi y arriver aujourd'hui.

Grâce à la coopération multilatérale, les pays membres constituent une assise encore plus solide pour s'attaquer aux problèmes qui se posent à l'échelle mondiale. Pratiquement chaque pays et chaque type d'économie sont membres des institutions : ils fournissent des perspectives différentes et permettent de renforcer la collaboration.

Cette capacité des pays membres à agir ensemble, promptement et de manière résolue a permis aux institutions de Bretton Woods de fournir une aide sans précédent aux pays membres dans le besoin pendant la crise financière et après. Les pays membres ont alors renforcé la capacité du FMI et du Groupe de la Banque mondiale d'octroyer des prêts afin de soutenir le financement de la croissance et d'aider les pays à mieux faire face aux risques.

Et les deux institutions ont tenu leurs promesses. Depuis le début de la crise, le FMI a engagé un montant record de 223 milliards de dollars en faveur de ses pays membres, notamment au titre d'accords de précaution, et a décaissé 72 milliards de dollars. Dans le même temps, le Groupe de la Banque mondiale a engagé 130 milliards de dollars et a décaissé un montant record de 88 milliards de dollars, y compris 22 milliards en faveur des 79 pays les plus pauvres.

Cette crise est avant tout une crise humaine. Les populations vulnérables des pays à revenu intermédiaire et des pays pauvres ont connu des difficultés qui pourraient freiner leurs avancées vers les objectifs du Millénaire pour le développement. Faire reculer la pauvreté reste l'enjeu principal du développement. L'IDA continue de jouer un rôle important et central dans l'aide aux pays les plus pauvres, en fournissant jusqu'à 20 % de l'aide publique au développement. Au cours des 10 dernières années, l'IDA a contribué à sauver 13 millions de vies humaines. Une solide reconstitution de ses ressources est nécessaire, et le moment est venu de tenir notre engagement à cet égard. De même, en augmentant de 300 % son aide financière concessionnelle en 2009, le FMI a aidé les pays à faible revenu à préserver leur stabilité économique et leurs dépenses essentielles; il sera crucial de veiller à ce que le fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance dispose d'un financement adéquat pour être prêt à faire face à d'autres chocs à l'avenir.

Face à ces difficultés, nous devons être encouragés par la flexibilité et l'ingéniosité des pays en développement et des pays en transition pendant les turbulences de ces dernières années. Certains pays membres, y compris des pays africains, deviennent de nouvelles sources de la croissance mondiale et contribuent à la reprise de l'économie mondiale. Il est possible que les « lions africains » — comme le Nigéria, avec une croissance du PIB de 6 % l'année dernière et de 7,4 % au premier semestre de cette année — rivalisent avec les tigres asiatiques et les BRIC dans un avenir proche. En fait, la présente décennie pourrait être un jalon pour certains pays émergents et en développement. Les institutions de Bretton Woods peuvent continuer de soutenir ces pays à l'aide de financements, en particulier dans les infrastructures, et de connaissances, tandis qu'ils deviennent de nouveaux pôles de croissance. À leur tour, les institutions peuvent aussi tirer davantage d'enseignement de l'expérience de ces pays au profit de l'ensemble des pays membres.

Pour relever les défis de notre époque, il est nécessaire de s'adapter aux circonstances actuelles. Les institutions de Bretton Woods opèrent une série de réformes et innovent pour accroître leur efficacité. Cette année, le FMI a modifié sa ligne de crédit modulable pour rendre l'admissibilité plus prévisible et en allonger la durée, et il a créé une nouvelle ligne de crédit de précaution dont la conditionnalité est plus ciblée. Il améliore sa surveillance grâce à des analyses plus approfondies des effets de contagion, avec des

programmes obligatoires d'évaluation du secteur financier pour les pays dont le secteur financier est important pour le système mondial.

La Banque mondiale a engagé des réformes des prêts pour des projets d'investissement afin d'orienter les financements davantage sur les résultats et a créé un prêt à décaissement rapide. Elle a lancé un projet de guichet de réaction à la crise dans le cadre de l'IDA pour aider les emprunteurs à protéger les dépenses essentielles pendant la crise. La facilité alimentaire aide les pays durement touchés par les prix des produits alimentaires qui restent élevés, et la Banque mondiale a renforcé son appui aux infrastructures, à l'agriculture et aux dispositifs de protection sociale. Le Asset Management Corporation de l'IFC a levé 950 millions de dollars auprès de fonds souverains et de fonds de pension pendant sa première année. La MIGA a étendu ses services en réaction aux risques qui existent dans le monde de l'après-crise.

Les pays membres ont accompli des progrès dans la responsabilisation des deux institutions. Le FMI s'est appuyé largement sur la politique de transparence existante pour améliorer le délai de publication des documents et de l'information. Le Groupe de la Banque mondiale a mis en place une nouvelle politique d'accès à l'information, un progrès marquant qui permet d'accéder aux études de la Banque et de fournir gratuitement des données et de nouveaux logiciels.

En outre, les deux institutions ont poursuivi la réforme de leur gouvernance pour mieux refléter la diversité de leurs pays membres, et accroître leur légitimité et leur efficacité. Le Groupe de la Banque mondiale a créé un troisième siège pour l'Afrique et a convenu de transférer une partie des voix aux pays en développement et en transition, en donnant à ces derniers une part de 47 %. La révision générale des quotes-parts qui est en cours au FMI vise à prolonger la réforme des quotes-parts et de la participation de 2008 en transférant 5 % des quotes-parts vers les pays émergents et en développement dynamiques. J'appelle tous les pays membres à approuver promptement les réformes arrêtées et à s'employer à achever la révision d'ici janvier 2011.

La manière dont les pays membres ont œuvré ensemble face à la crise financière et à ses retombées a démontré la valeur d'une action conjointe et a permis de renforcer encore la collaboration. Ces Assemblées annuelles offrent une belle occasion de tirer parti de la participation, de la diversité et de la coopération des pays membres qui ont toutes été renforcées, alors que nous devons relever les défis de notre époque. Nous y sommes parvenus dans le passé et ensemble nous y parviendrons de nouveau.

Je vous remercie de votre attention.